

ARRETE MUNICIPAL PORTANT PERMISSION DE VOIRIE AVEC REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION RUE JOSEPH CORDIER ARRÊTÉ N°25-04-002

Le maire de la ville d'Orgelet ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière, modifié par l'arrêté du 6 décembre 2011 ;

Vu la demande, en date du 2 avril 2025, de l'entreprise PETITJEAN TP, à Lons le Saunier, représentée par Monsieur Romain PILLEGAND, pour une permission de voirie, avec occupation du domaine public, rue Joseph Cordier à Orgelet, afin d'effectuer des travaux d'assainissement pour le compte de Terre d'Émeraude Communauté ;

Considérant qu'il convient d'accorder une permission de voirie rue Joseph Cordier, afin de permettre le bon déroulement des travaux ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Du vendredi 4 avril au vendredi 25 avril 2025 inclus, le stationnement sera interdit, et, une emprise sur le domaine public sera accordée rue Joseph Cordier, avec une circulation alternée par panneaux, conformément au plan présenté ci-dessous ;

Article 2 : Le libre passage des usagers sera assuré par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. Le signalement de la modification de circulation sera à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise PETITJEAN TP ;

Article 3 : L'entreprise PETITJEAN TP occupera temporairement le domaine public, les droits des tiers demeurants expressément préservés ;

Article 4 : La présente autorisation ne pourra être ni cédée, ni louée, ni prêtée, et est accordée à titre précaire et révocable. Son retrait ne pourra donner lieu à une quelconque indemnisation, au titre de l'article R2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques ;

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur ;

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément au règlement en vigueur ;

Article 7 : Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, Messieurs les officiers de la police intercommunale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise PETITJEAN TP, à M le Commandant de Gendarmerie, à Mrs les Officiers de la Police Intercommunale.



Le 3 avril 2025,

Le Maire,



Jean-Paul DUTHION